

FORMULAIRE D'ASSURANCE CONTRE LES CRIMES COMMERCIAUX

Les mots et les phrases apparaissant entre guillemets ont des significations particulières, comme indiqué à la section **F. DÉFINITIONS**.

Lorsqu'ils sont employés dans le présent formulaire d'assurance, les mots ci-dessous prennent les définitions suivantes :

Vous, votre, vôtre et vos désignent l'**assuré désigné**.

Nous, notre, nôtre et nos désignent la **Compagnie mutuelle d'assurance Wawanesa**.

A. PROTECTIONS

1. Détournements par le personnel

Nous verserons une indemnité pour la perte d'« argent », de « valeurs » et de « biens autres que de l'argent ou des valeurs » occasionnée par un « détournement par le personnel », notamment lorsque cette perte est provoquée par un « membre du personnel » pendant qu'il se trouve temporairement à l'extérieur du territoire précisé à l'alinéa **11. Territoire** de la section **E. Conditions supplémentaires** pour une période n'excédant pas 90 jours.

2. Argent, valeurs et autres biens

(a) Crime interne

Nous verserons une indemnité pour :

- (i) La perte « d'argent » et de « valeurs » consécutive à leur destruction, leur disparition ou leur retrait illégal réel des « lieux désignés » ou des « locaux bancaires »;
- (ii) La perte ou les dommages causés à :
 - (1) « des biens autres que de l'argent et des valeurs » en raison d'un « cambriolage de coffre-fort » ou d'un « vol qualifié » perpétré sur les « lieux désignés », qu'il s'agisse d'un acte réel ou d'une tentative;
 - (2) Un tiroir-caisse, un coffret-caisse, une caisse enregistreuse, une chambre forte ou un coffre-fort verrouillé par suite de l'ouverture d'un tel dispositif sur les « lieux désignés », qu'il s'agisse d'un acte réel ou d'une tentative;
- (iii) Le sinistre subi par un tiroir-caisse, un coffret-caisse, une caisse enregistreuse, une chambre forte ou un coffre-fort verrouillé, consécutif à leur retrait illégal de l'intérieur des « lieux désignés »;
- (iv) Les dommages aux « lieux désignés » ou à leur extérieur causés par un « cambriolage de coffre-fort », un « vol qualifié » ou un retrait illégal, comme il est mentionné à l'alinéa (iii) ci-dessus, ou par la pénétration illégale ou à la suite d'une pénétration illégale dans les « lieux désignés », qu'il s'agisse d'un acte réel ou d'une tentative, si vous êtes le propriétaire des « lieux désignés » ou que vous êtes responsable des dommages qu'ils subissent.

(b) Crime externe

Nous verserons une indemnité pour :

- (i) La perte « d'argent » et de « valeurs » consécutive à leur destruction, leur disparition ou leur retrait illégal de l'extérieur des « lieux désignés » pendant leur transport par un « gardien » ou pendant qu'ils se trouvent dans les lieux d'habitation d'un « gardien ».
- (ii) La perte ou les dommages causés à des « biens autres que de l'argent et des valeurs » en raison d'un « vol qualifié », qu'il s'agisse d'un acte réel ou d'une tentative, perpétré à l'extérieur des « lieux désignés » pendant leur transport par un « gardien », ou lors d'un vol, alors qu'ils se trouvent dans les lieux d'habitation d'un « gardien ».

3. Mandats et faux billets de banque

Nous verserons une indemnité pour tout sinistre causé par votre acceptation, en toute bonne foi, en échange de marchandises, « d'argent » ou de services :

« Wawanesa Assurance » est la **Compagnie mutuelle d'assurance Wawanesa** et l'assureur agréé de la présente police.

- (a) d'un mandat bancaire émis ou réputé avoir été émis par un bureau de poste ou une compagnie de messagerie, si ce mandat n'est pas payé sur présentation;
- (b) de faux billets du Canada ou des É.-U., acquis dans le cadre de vos activités commerciales normales.

4. Contrefaçon et altération

- (a) Nous verserons une indemnité pour un sinistre causé par la contrefaçon ou l'altération d'un chèque, d'une traite, d'un billet à ordre, d'une lettre de change, ou de toute promesse, ordre ou instruction écrite de payer un certain montant en « argent » :
 - (i) rédigé par vous ou à votre ordre;
 - (ii) rédigé par votre mandataire ou à l'ordre de votre mandataire;ou réputé avoir été rédigé comme indiqué aux deux points précédents.
- (b) Si vous êtes poursuivi pour avoir refusé de payer l'instrument décrit à l'alinéa (a) ci-dessus, au motif qu'il est contrefait ou altéré, et que vous avez notre consentement écrit pour vous défendre contre cette poursuite, nous paierons les frais juridiques raisonnables que vous engagez dans le cadre de votre défense. Le montant que nous verserons s'ajoute au Montant d'assurance applicable en vertu de la présente protection pour Contrefaçon et altération.

5. Contrefaçon de carte de crédit

- (a) Nous verserons une indemnité pour la perte découlant de la contrefaçon ou de l'altération d'une carte de crédit, de débit ou de paiement émise à votre nom ou à celui d'un « membre de votre personnel », mais uniquement si vous ou le « membre de votre personnel » avez pleinement respecté les conditions dans lesquelles cette carte a été émise.
- (b) Si vous êtes poursuivi pour avoir refusé de payer l'instrument décrit à l'alinéa (a) ci-dessus, au motif qu'il est contrefait ou altéré, et que vous avez notre consentement écrit pour vous défendre contre cette poursuite, nous paierons les frais juridiques raisonnables que vous engagez dans le cadre de votre défense. Le montant que nous verserons s'ajoute au Montant d'assurance applicable en vertu de la présente protection pour Contrefaçon de carte de crédit.

6. Fraude informatique

Nous verserons une indemnité pour un sinistre causé à l'« argent », aux « valeurs » et aux « biens autres que l'argent et les valeurs » découlant directement de l'utilisation d'un ordinateur ou d'un dispositif électronique en vue de provoquer le transfert frauduleux de ces biens de l'intérieur des « lieux désignés » ou de « locaux bancaires » vers :

- (a) une personne (autre qu'un « dépositaire ») à l'extérieur de ces « lieux désignés »; ou
- (b) à un endroit situé à l'extérieur de ces « lieux désignés ».

7. Fraude de transfert de fonds

Nous verserons une indemnité pour la perte d'« argent » ou de « valeurs » découlant directement d'une « directive frauduleuse » ordonnant à une institution financière de transférer, payer ou livrer de l'« argent » ou des « valeurs » depuis votre « compte de transfert ».

8. Véhicule à moteur blindé

Nous verserons une indemnité pour un sinistre causé à l'« argent », aux « valeurs » ou aux « biens autres que de l'argent ou des valeurs » qui se trouvent :

- (a) à l'extérieur des « lieux désignés »; et
 - (b) sous la garde d'une entreprise de véhicules blindés;
- et consécutif à leur destruction, leur disparition ou leur retrait illégal.

B. EXCLUSIONS

Nous ne verserons aucune indemnité pour :

1. Des erreurs ou des omissions comptables ou de calcul

Perte découlant d'erreurs ou d'omissions comptables ou de calcul. Cette exclusion s'applique uniquement à la protection **A.2. Argent, valeurs et autres biens.**

« Wawanesa Assurance » est la **Compagnie mutuelle d'assurance Wawanesa** et l'assureur agréé de la présente police.

2. Des actes perpétrés par vous ou par vos associés

Perte découlant d'un acte malhonnête ou criminel commis par vous ou un de vos associés, agissant seul ou de connivence avec d'autres personnes.

Cette exclusion ne s'applique pas à une demande d'indemnisation présentée par un « coassuré innocent » pour la perte ou les dommages causés à un bien dans lequel il a un intérêt légal, mais seulement jusqu'à concurrence de son intérêt personnel dans le bien concerné.

3. Actes perpétrés par des employés et d'autres personnes

Perte découlant d'un acte malhonnête ou criminel commis par un « membre de votre personnel », un dirigeant, un administrateur ou un fiduciaire, agissant seul ou de connivence avec d'autres.

Cette exclusion ne s'applique pas à :

- (a) une demande d'indemnisation présentée par un « coassuré innocent » pour la perte ou les dommages causés à un bien dans lequel il a un intérêt légal, mais seulement jusqu'à concurrence de son intérêt personnel dans le bien concerné; ou
- (b) dans la mesure où une protection est fournie au titre de la protection **A.1. Détournements par le personnel**.

4. Véhicule à moteur blindé

Perte d'« argent », de « valeurs » ou de « biens autres que de l'argent et des valeurs » pendant que ces biens se trouvent sous la garde d'une entreprise de véhicules blindés. Toutefois, nous verserons une indemnité pour toute perte en excédent du montant qui vous est versé par l'entreprise de véhicules blindés ou ses assureurs. Cette exclusion s'applique uniquement à la protection **A.8. Véhicule à moteur blindé**.

5. Maladie transmissible

- (a) Les coûts liés à un sinistre ou à un dommage causé directement ou indirectement, en totalité ou en partie, par une « maladie transmissible ».
- (b) Les coûts liés à un sinistre ou à un dommage causé directement ou indirectement, en totalité ou en partie, par une « maladie transmissible ».

Cette exclusion s'applique à tout sinistre ou dommage qui découle d'un ou de plusieurs événements ou causes (couverts ou non) qui y contribuent, quel que soit l'enchaînement de ces causes et événements.

6. « Membre du personnel » pour lequel une assurance antérieure a été résiliée

Perte causée par un « membre de votre personnel » ou un de vos prédécesseurs à l'égard duquel une assurance antérieure semblable a été résiliée et n'a pas été rétablie depuis la dernière résiliation. Cette exclusion s'applique uniquement à la protection **A.1. Détournements par le personnel**.

7. Échanges ou achats

Perte découlant du don ou de l'abandon d'« argent », de « valeurs » ou de « biens autres que de l'argent ou des valeurs » dans le cadre d'un échange ou d'un achat. Cette exclusion s'applique uniquement aux protections **A.2. Argent, valeurs et autres biens** et **A.6. Fraude informatique**.

8. Incendie

Perte ou dommages causés par un incendie. Cette exclusion ne s'applique pas à l'« argent », aux « valeurs » ou à la perte attribuable à des dommages causés à une chambre forte ou un coffre-fort. Cette exclusion s'applique uniquement à la protection **A.2. Argent, valeurs et autres biens**.

9. Action gouvernementale

Perte résultant de la saisie ou de la destruction de biens décrétée par une autorité gouvernementale.

10. Perte indirecte

Perte résultant indirectement d'un acte ou d'un « incident » couvert par la présente assurance, y compris, mais sans s'y limiter, les pertes résultant de ce qui suit :

- (a) votre incapacité de réaliser le revenu que vous auriez réalisé, n'eût été la perte d'« argent », de « valeurs » ou de « biens autres que de l'argent ou des valeurs », ou la perte découlant de dommages subis par ces derniers;
- (b) le paiement de tout type de dommages dont vous êtes légalement responsable. Cependant, nous verserons des dommages-intérêts compensatoires découlant directement d'un sinistre assuré en vertu de la présente assurance.
- (c) le paiement des coûts, frais ou autres dépenses que vous engagez pour établir l'existence ou le montant du sinistre en vertu de la présente assurance.

11. Écart d'inventaire négatif

Perte, ou partie d'une perte, dont la preuve de l'existence ou du montant repose sur :

- (a) un dénombrement des stocks;
- (b) un calcul des résultats.

Cette exclusion s'applique uniquement aux protections **A.1. Détournements par le personnel** et **A.6. Fraude informatique**.

12. Frais juridiques

Débours liés à toute action en justice. Cependant, cette exclusion ne s'applique pas dans la mesure où une protection est fournie au titre des protections **A.4. Contrefaçon ou altération** et **A.5. Contrefaçon de carte de crédit**.

13. Manuscrits

Perte ou dommages à des manuscrits, des registres ou des livres de comptes, sauf à concurrence de leur valeur à l'état vierge.

14. Distributrices automatiques payantes

Perte de de l'« argent » contenu dans un appareil de divertissement à perception automatique ou une distributrice automatique, sauf si le montant de l'« argent » qui y est déposé est enregistré par un instrument d'enregistrement continu dont l'appareil ou la distributrice est équipé. Cette exclusion s'applique uniquement à la protection **A.2. Argent, valeurs et autres biens**.

15. Incident nucléaire

Perte résultant d'un incident nucléaire (selon la définition figurant dans la *Loi sur la responsabilité et l'indemnisation en matière nucléaire* [Canada] ou dans toute autre loi modificatrice se rapportant à la responsabilité nucléaire), une explosion nucléaire ou la contamination par des matières radioactives.

16. Terrorisme

Perte résultant d'un acte de « terrorisme » ou de toute activité ou décision d'un organisme gouvernemental ou d'une autre entité prise en vue de prévenir, de répondre ou de mettre fin au « terrorisme ».

17. Transfert ou délaissement d'un bien

- (a) Perte ou dommages causés à de l'« argent », des « valeurs mobilières » ou des « biens autres que de l'argent et des valeurs » après que ceux-ci ont été transférés ou cédés à une personne, ou placés à l'extérieur des « lieux désignés » ou des « locaux bancaires » :
 - (i) sur la base d'instructions non autorisées;
 - (ii) à la suite d'une menace de préjudices corporels à l'endroit d'une personne; ou
 - (iii) à la suite d'une menace de dommages aux « lieux désignés », aux « locaux bancaires » ou aux biens qui sont en votre possession, à quelque titre que ce soit.
- (b) Cette exclusion s'applique uniquement à la protection **A.2. Argent, valeurs et autres biens**. Cependant, cette exclusion ne s'applique pas dans la mesure où une protection est fournie au titre du paragraphe (b) **Crime externe** de la protection **A.2. Argent, valeurs et autres biens** pour la perte d'« argent », de « valeurs » ou de « biens autres que de l'argent et des valeurs » pendant leur transport par « dépositaire » si, au moment où le transport a été amorcé, vous n'étiez au courant d'aucune des menaces indiquées aux paragraphes (a) (i) et (ii) ci-dessus.

18. Guerre

« Wawanesa Assurance » est la **Compagnie mutuelle d'assurance Wawanesa** et l'assureur agréé de la présente police.

Perte découlant d'une guerre, d'une invasion, de l'acte d'un ennemi étranger, d'hostilités (que la guerre soit déclarée ou non), d'une guerre civile, d'une rébellion, d'une révolution, d'une insurrection ou d'un pouvoir militaire.

C. MONTANTS D'ASSURANCE

L'indemnité maximale que nous verserons, par « incident », est le Montant d'assurance applicable précisé dans les Conditions particulières ou dans tout avenant ou clause complémentaire faisant partie de la présente Protection.

D. FRANCHISE

Nous sommes responsables du montant de la perte ou des dommages en excédent du montant de la franchise indiquée dans les Conditions particulières pour un même « incident »

E. CONDITIONS SUPPLÉMENTAIRES

Les conditions suivantes s'ajoutent aux Conditions générales de l'assurance des biens énoncées dans le document Conditions générales de l'assurance et de l'assurance des biens :

1. Regroupement ou fusion

- (a) Si, à la suite d'un regroupement ou d'une fusion avec une autre entité, ou à la suite de l'achat des actifs d'une autre entité :
 - (i) de nouvelles personnes s'ajoutent aux « membres de votre personnel »; ou
 - (ii) vous acquérez l'usage ou le contrôle de « lieux désignés » supplémentaires;

toute assurance accordée en vertu de la présente police pour les « membres du personnel » ou les « lieux désignés » s'applique également à ces nouveaux « membres du personnel » et « lieux désignés ». Vous devez déclarer ces « membres du personnel » ou « lieux désignés » dans les 30 jours suivant la date du regroupement, de la fusion, de l'achat ou de l'acquisition, et payer toute prime supplémentaire exigible.
- (b) À défaut de déclarer votre regroupement, votre fusion, votre achat ou votre acquisition, la présente protection cessera automatiquement à la première des éventualités suivantes :
 - (i) Trente (30) jours après la date de prise d'effet du regroupement, de la fusion, de l'achat ou de l'acquisition;
 - (ii) au dernier jour de la période d'assurance; ou
 - (iii) la date à laquelle la présente police est résiliée.

2. Période de prolongation

Nous verserons une indemnité pour les pertes assurées que vous subissez en raison d'actes commis ou d'événements survenus à n'importe quel moment avant ou pendant la période d'assurance, si vous découvrez la perte pendant la période d'assurance ou dans l'année suivant la date de fin de la période d'assurance.

Toutefois, en cas de résiliation de la présente police, nous verserons une indemnité pour les pertes assurées que vous subissez en raison d'actes commis ou d'événements survenus avant :

- (a) la date d'entrée en vigueur de la présente police; et
- (b) la date de prise d'effet de la résiliation de la présente police;

si vous découvrez la perte dans l'année suivant la date de cette résiliation.

3. Signatures électroniques et signatures reproduites mécaniquement

En ce qui concerne la protection **A.4. Contrefaçon ou altération**, nous traiterons les signatures électroniques ou les signatures reproduites mécaniquement de la même façon que s'il s'agissait de signatures manuscrites.

4. Obligations en cas de sinistre

Après la découverte d'un sinistre qui pourrait s'avérer une perte ou un dommage assuré, vous devez :

- (a) nous aviser le plus tôt possible;

- (b) à notre demande, vous soumettre à un interrogatoire sous serment et nous donner une déclaration signée de vos réponses;
- (c) dans les 120 jours suivant la date de la découverte, nous fournir une preuve de sinistre assermentée et détaillée;
- (d) coopérer avec nous dans le cadre de l'enquête et du règlement de toute réclamation;
- (e) aviser immédiatement la police de toute perte ou de tout dommage causé par une infraction à la loi; et
- (f) si la perte ou les dommages visent des « valeurs », prendre toutes les mesures raisonnables pour empêcher leur négociation, leur vente ou leur conversion.

5. Coassurés

- (a) Si un assuré désigné, un des ses associés ou dirigeants a connaissance des renseignements pertinents à la présente assurance, cette connaissance est réputée être la connaissance de chaque assuré désigné.
- (b) Tout « membre du personnel » d'un assuré désigné est réputé être un « membre du personnel » de chaque assuré désigné.
- (c) Si la présente assurance ou l'une de ses garanties est résiliée à l'égard d'un assuré désigné, la perte subie par cet assuré désigné n'est assurée que si elle est découverte au plus tard un an après la date de la résiliation.

6. Action en justice contre nous

Vous ne pouvez pas tenter de poursuites contre nous :

- (a) à moins de vous être entièrement conformé à toutes les conditions de la présente assurance;
- (b) avant l'expiration d'un délai de 90 jours après nous avoir fourni la preuve de sinistre; et
- (c) à moins que l'action soit intentée dans les deux (2) ans suivant la date à laquelle vous découvrez la perte.

Toute action ou poursuite contre un assureur aux fins du recouvrement des sommes assurées payables contractuellement est absolument interdite, à moins qu'elle ne soit engagée dans le délai prévu par la *Loi sur l'assurance* ou d'autres lois applicables.

7. Cumul de protections

Si, en vertu de la présente assurance, deux protections ou plus s'appliquent au même sinistre, l'indemnité ne dépassera pas le montant réel du sinistre.

8. Non-cumul des montants d'assurance

Peu importe le nombre d'années pendant lesquelles cette police d'assurance reste en vigueur ou le montant et le nombre des primes payées, les montants d'assurance ne sont pas cumulatifs d'année en année ni d'une période d'assurance à une autre.

9. Autre assurance

Si une autre assurance couvre le même sinistre, l'indemnité que nous verserons sera limitée au montant du sinistre assuré en excédent du montant payable au titre de l'autre assurance, qu'il vous soit versé ou non. Dans tous les cas, nous ne payerons jamais plus que le Montant d'assurance applicable.

10. Propriétaire des biens et intérêt couvert

Les biens couverts au titre de la présente assurance se limitent aux biens :

- (a) dont vous êtes propriétaire, que vous louez ou détenez pour d'autres personnes; ou
- (b) dont vous êtes légalement responsable.

Toutefois, vous seul pouvez profiter de cette assurance. Elle ne peut profiter à aucune autre personne ou organisation.

11. Territoire

Nous verserons une indemnité pour les actes commis ou les événements survenus au Canada et aux États-Unis d'Amérique, y compris ses territoires et possessions.

En ce qui concerne les protections **A.4. Contrefaçon ou altération** et **A.6. Fraude informatique**, nous verserons une indemnité pour toute perte que vous subissez partout dans le monde.

12. Registres

Vous devez tenir un registre de tous les biens assurés en vertu de la présente assurance afin que nous puissions vérifier le montant de toute perte.

13. Recouvrements

- (a) Les sommes recouvrées après le règlement du sinistre couvert par la présente assurance, moins les frais engagés pour leur recouvrement, seront attribuées comme suit :
 - (i) à vous, jusqu'à ce que vous soyez entièrement remboursé pour tout montant en excédent du Montant d'assurance et du montant de la franchise de la perte subie, s'il y a lieu;
 - (ii) puis à nous, jusqu'à ce que nous soyons remboursés pour le règlement effectué;
 - (iii) puis à vous, jusqu'à ce que vous soyez remboursé pour la partie de la perte correspondant au montant de la franchise, s'il y a lieu.
- (b) Les recouvrements ne comprennent pas les montants récupérés :
 - (i) au titre d'une assurance, d'une réassurance, d'un cautionnement, d'une sûreté ou d'une indemnité pris dans notre intérêt; ou
 - (ii) de « valeurs » originales, après que des copies de ces dernières aient été émises.
- (c) Vous avez droit aux biens recouvrés en nous remboursant le montant de l'indemnité qui vous a été versée pour ces biens. Quiconque récupère ces biens doit en aviser immédiatement l'autre partie par écrit.

14. Résiliation à l'égard d'un employé

L'assurance à l'égard d'un « membre du personnel » est résiliée :

- (a) Immédiatement après la découverte par :
 - (i) vous; ou
 - (ii) un de vos associés, dirigeants ou administrateurs, qui ne sont pas de connivence avec le « membre du personnel »;d'un méfait commis par ce « membre du personnel » avant ou après avoir été embauché par vous.
- (b) À la date indiquée dans un avis qui vous a été envoyé. Cette date se situera à au moins trente (30) jours après la date d'envoi de l'avis.

L'envoi d'un avis à votre dernière adresse postale connue constituera une preuve d'avis suffisante. La livraison de l'avis en mains propres équivaut à son envoi par la poste.

15. Cession à l'assureur de vos droits de recouvrement contre autrui

Vous devez nous transférer l'intégralité de vos droits de recouvrement contre toute personne ou organisation à l'égard de toute perte que vous avez subie et pour laquelle nous avons versé une indemnité ou effectué un règlement. Vous devez également faire le nécessaire pour assurer l'exercice de ces droits et ne rien entreprendre, après une demande d'indemnisation, qui puisse porter atteinte à nos droits de recouvrement.

16. Évaluation – Règlement

- (a) Sous réserve de la section **C. MONTANTS D'ASSURANCE**, nous verserons une indemnité pour :
 - (i) Perte d'« argent », mais seulement jusqu'à concurrence de sa valeur nominale. Nous pouvons, à notre discrétion, accorder un règlement pour la perte d'« argent » libellé en monnaie d'un pays autre que le Canada :
 - (1) à la valeur nominale, dans la monnaie de ce pays; ou
 - (2) à la valeur équivalente en dollars canadiens, établie selon le taux de change en vigueur le jour de la découverte du sinistre.



- (ii) Perte de « valeurs », mais seulement jusqu'à concurrence de leur valorisation à la fermeture des bureaux le jour de la découverte du sinistre. Nous pouvons, à notre discrétion :
 - (1) accorder un règlement correspondant à la valeur de ces titres, ou les remplacer en nature, auquel cas vous devez nous céder tous vos droits, titres et intérêts sur ces « valeurs »; ou
 - (2) payer le coût des cautionnements de garantie perdus et exigés pour la délivrance de copies des « valeurs ». Toutefois, nous ne serons responsables que du paiement de la partie du coût du cautionnement qui serait facturée pour un cautionnement dont la pénalité ne dépasserait pas le moindre des deux montants suivants :
 - (i) la valorisation des « valeurs » à la fermeture des bureaux le jour de la découverte du sinistre; ou
 - (ii) le Montant d'assurance.
 - (iii) Perte directe ou indirecte de « biens autres que de l'argent et des valeurs » ou perte découlant de dommages causés aux « lieux désignés » ou à leur extérieur; cette indemnité ne dépassera cependant pas :
 - (1) la valeur au jour du sinistre du bien, le jour où le sinistre a été découvert;
 - (2) le coût de réparation du bien ou des « lieux désignés »;
 - (3) le coût de remplacement du bien par un autre bien de nature et de qualité équivalente.
 - (4) le Montant d'assurance.
- Nous pouvons, à notre discrétion, accorder un règlement correspondant à la valeur du bien au jour du sinistre, ou réparer ou remplacer le bien.
- Si nous ne pouvons pas nous entendre avec vous sur la valeur monétaire réelle du coût de réparation ou de remplacement, la valeur de coût sera déterminée par arbitrage.

(b) Tout bien que nous payons ou que nous remplaçons devient notre propriété.

F. DÉFINITIONS

- 1. « **locaux bancaires** » L'intérieur de la partie de tout bâtiment occupée par un établissement bancaire ou un dépôt de sûreté semblable, y compris tout coffre de nuit offert à l'usage de ses clients.
- 2. « **dépositaire** » Vous, un de vos partenaires ou un « membre de votre personnel » autorisé par vous à avoir la garde des biens, à l'exclusion de toute personne qui agit à titre de « gardien », de concierge, de porteur ou de « surveillant ».
- 3. « **maladie transmissible** »
 - (a) Signifie :
 - (i) tout virus;
 - (ii) toute bactérie;
 - (iii) tout microorganisme;qui cause ou peut causer de la souffrance physique, des affections ou des maladies.
 - (b) Comprend toute crainte ou menace (réelle ou perçue) liée à un tel virus, à une telle bactérie ou à un tel microorganisme.
- 4. « **membre du personnel** » désigne :
 - (a) Toute personne physique :
 - (i) à votre emploi (et pendant trente (30) jours après la cessation de ses fonctions);
 - (ii) que vous rémunérez directement par salaire, traitement ou commission;
 - (iii) sur laquelle vous avez le droit d'exercer votre direction et votre contrôle pendant qu'elle est à votre emploi; ou
 - (b) Toute personne physique employée par une entreprise de travail temporaire, pendant que cette personne se trouve sous votre direction et votre contrôle et qu'elle vous offre ses services, sauf lorsque cette personne assume les soins et la garde de biens à l'extérieur des « lieux désignés ».

Ne fait pas partie des « membres du personnel » tout :

- (1) agent, courtier, commissionnaire, marchand à commission, consignataire, entrepreneur indépendant ou représentant de même nature générale;
 - (2) directeur ou fiduciaire, sauf pendant l'exercice d'activités faisant partie des tâches courantes d'un « membre du personnel ».
5. « **détournement par le personnel** » désigne uniquement les actes malhonnêtes commis par un « membre du personnel », identifié ou pas, qui agit seul ou de connivence avec d'autres personnes (à l'exception de vous ou de votre partenaire), dans l'intention manifeste de :
- (a) vous causer un préjudice; et
 - (b) obtenir un avantage financier (autre que les prestations reçues dans le cours normal de son emploi, comme les salaires, les commissions, les frais, les primes, les promotions, les prix, la participation aux bénéfices et les régimes de retraite) pour :
 - (i) le « membre du personnel »; ou
 - (ii) une personne ou un autre organisme à qui le « membre du personnel » destine cet avantage.
6. « **directive frauduleuse** » désigne :
- (a) une directive électronique, télégraphique, par câble, par télétype, par télécopieur ou téléphonique qui est présumée avoir été transmise par vous, mais qui, en fait, a été frauduleusement transmise par quelqu'un d'autre à votre insu ou sans votre consentement;
 - (b) une directive écrite émise par vous, qui a été falsifiée ou altérée par quelqu'un d'autre que vous, à votre insu ou sans votre consentement; ou
 - (c) une directive électronique, télégraphique, par câble, par télétype, par télécopieur ou par écrit qui est présumée vous avoir été transmise par un « membre du personnel », mais qui, en fait, a été frauduleusement transmise par quelqu'un d'autre à votre insu ou à l'insu du « membre du personnel », ou sans votre consentement ou le consentement du « membre du personnel ».
7. « **garde** » Toute personne physiquement apte qui accompagne un « dépositaire » à votre demande, mais qui n'est pas un conducteur de véhicule public.
8. « **coassuré innocent** » Tout assuré qui est une personne physique et qui n'a pas encouragé, participé ou consenti à tout acte malhonnête ou criminel ayant entraîné des pertes ou des dommages.
9. « **argent** » Espèces, pièces de monnaie et billets de banque en usage et ayant une valeur nominale.
10. « **incident** » désigne :
- (a) En ce qui concerne la protection **A.1. Détournement par le personnel**, toute perte causée par, ou impliquant, un ou plusieurs « membres du personnel », que la perte résulte d'un acte unique ou d'une série d'actes.
 - (b) En ce qui concerne la protection **A.4. Contrefaçon ou altération**, toute perte causée par une personne, ou dans laquelle cette personne est impliquée, indépendamment du fait que la perte porte sur un ou plusieurs instruments négociables.
 - (c) En ce qui a trait à toutes les autres protections :
 - (i) un acte ou une série d'actes impliquant une ou plusieurs personnes; ou
 - (ii) un acte ou un événement, ou une série d'actes ou d'événements liés et dans lesquels personne n'est impliqué.
11. « **lieux désignés** » L'intérieur de la partie d'un bâtiment que vous occupez pour exercer vos activités.
12. « **biens autres que de l'argent et des valeurs** » désigne tout bien matériel habituel dans l'exercice de vos activités, autre que :
- (a) l'« argent »;
 - (b) les « valeurs »;
 - (c) les véhicules à moteur, les remorques ou semi-remorques; ou

« Wawanesa Assurance » est la **Compagnie mutuelle d'assurance Wawanesa** et l'assureur agréé de la présente police.

- (d) l'équipement ou les accessoires fixés aux véhicules à moteur, remorques ou semi-remorques.
13. « **vol qualifié** » L'appropriation illégale de biens auprès d'un « dépositaire » par une ou des personnes qui ont :
- (a) causé ou menacé de causer des préjudices physiques au « dépositaire »; ou
 - (b) commis un acte illégal manifeste dont le « dépositaire » a été témoin.
14. « **cambrilage de coffre-fort** » L'appropriation illégale de biens placés dans une chambre forte ou un coffre-fort :
- (a) par une personne qui a pénétré illégalement dans une chambre forte ou un coffre-fort :
 - (b) dont toutes les portes étaient verrouillées et équipées d'une serrure à combinaison; et
 - (c) dont l'extérieur porte des marques visibles d'entrée forcée.
15. « **valeurs** » Instruments ou contrats négociables et non négociables représentant soit de l'« argent », soit d'autres biens, notamment les jetons, les billets, les timbres fiscaux et autres timbres en usage, à l'exclusion de l'« argent ».
16. « **terrorisme** » Acte illégal et idéologiquement motivé, y compris, mais sans s'y limiter, le recours ou la menace de recourir à la violence ou à la force, commis par ou au nom de tout groupe, organisme ou gouvernement dans le but d'influencer un gouvernement ou de semer la peur au sein de la population ou d'une partie de la population.
17. « **compte de transfert** » Compte détenu par vous dans une institution financière, à partir duquel vous pouvez amorcer le transfert, le paiement ou la livraison d'« argent » ou de « valeurs » :
- (a) au moyen de directives électroniques, télégraphiques, par câble, par télétype, par télécopieur ou téléphoniques transmises directement par un système de transfert électronique de fonds; ou
 - (b) au moyen d'instructions écrites établissant les conditions d'amorce d'un tel transfert par cette institution financière par un système de transfert électronique de fonds.
18. « **surveillant** » Toute personne que vous employez exclusivement pour avoir le soin et la garde des biens assurés à l'intérieur des « lieux désignés » pendant la fermeture de ces lieux et qui n'exerce aucune autre tâche.

Toutes les autres dispositions demeurent inchangées.